



SOCIÉTÉ

Les élèves handicapés, victimes du déconfinement

Un courrier de protestation vient d'être envoyé au ministre de l'Éducation.

MARIE-ESTELLE PECH  @MariEstellePech

ÉDUCATION Les élèves handicapés doivent être accueillis de façon prioritaire dans les écoles et collèges. Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, l'a répété plusieurs fois en amont de la reprise scolaire. Jeudi, la secrétaire d'État chargée des Handicapés, Sophie Cluzel, visitait une école parisienne pour saluer la rentrée d'élèves atteints de troubles cognitifs.

Pourtant, la réalité vécue par les familles est très éloignée de ce positionnement politique volontariste. « *Ma fille a été virée de l'école car elle n'accepte pas, me dit-on, les règles de distanciation. Me voici contraint de rester à la maison* », témoigne Guillaume Pothier, comptable et père de deux enfants dont l'une est autiste. « *Cette priorité gouvernementale affichée n'est pas effective* », confirme Sonia Ahehinnou, administratrice à l'Unapei, la plus importante fédération d'associations de défense des personnes handicapées mentales et de leurs familles. Avec la FCPE, première fédération de parents d'élèves, elle a adressé vendredi un cour-

rier à Jean-Michel Blanquer et Sophie Cluzel pour leur demander des mesures concrètes garantissant « *un droit à l'éducation pour tous les enfants* ». Durement éprouvés pendant les deux mois de confinement, les parents d'enfants handicapés ont dû, en plus de leur rôle d'aidants familiaux, les accompagner scolairement comme ils le pouvaient.

Les soins dont ils bénéficiaient ont été interrompus et ces enfants sont souvent très perturbés. Devant cette perte de repères, « *les familles n'ont pas baissé les bras. Mais à quel prix ! L'épuisement, la souffrance, la fatigue sont devenus des réalités quotidiennes* », soulèvent les deux fédérations qui sont « *témoins d'injustices sur tout le territoire national* » et déplorent des annonces gouvernementales « *peu suivies* » : absence de certains professeurs, manque d'accompagnants éducatifs, difficulté de faire respecter les gestes barrières ... Autant de raisons évoquées pour refuser l'accès à l'école. « *Mais en quoi la situation sanitaire en septembre serait-elle meilleure ? Ces enfants vont être rejetés combien de temps ?* », accuse Sonia Ahehinnou. Comme beaucoup de parents, Johanna Bitan s'est entendue dire



Une maman travaille à la maison avec son fils autiste en attendant le retour en classe.

DEEPOOL BY PLAINPICTURE

par l'institutrice de sa fille qu'il était « impossible » que sa fille revienne, car elle serait incapable de respecter les gestes barrières. « C'est injuste car les motifs donnés pourraient être utilisés pour n'importe quel élève de maternelle », observe-t-elle.

« Ma fille n'est pas refusée mais on est incité à ne pas la mettre, raconte Caroline Colbus qui vit en Seine-Saint-Denis et dont l'enfant souffre d'une maladie génétique. On m'a signifié que si elle se levait ou

« Si nous ne les accueillons pas rapidement, le comportement des élèves turbulents, handicapés ou non, va s'aggraver »

LAURENCE, PROFESSEUR DES ÉCOLES À PARIS

se touchait le visage, elle serait refusée. Sa maîtresse l'accueillera le 2 juin pour un essai, si elle ne respecte pas les gestes barrières, elle partira de l'école », regrette-t-elle. Quant à Corinne Rozen, elle a eu le « malheur de donner des nouvelles positives sur le travail fait pendant ces deux mois, qui a beaucoup fait évoluer [son] fils. La direc-

trice m'a appelée vendredi pour me dire qu'il ne serait pas bénéfique pour lui de revenir et de stopper ses progrès ! Il a tellement progressé, nous ne pourrions pas en faire autant, veuillez donc le garder, m'a-t-on dit. C'est lamentable ».

L'école a statué que les enfants porteurs de handicap ne seraient pas accueillis, selon Mama Diop : « J'ai l'impression qu'ils s'arrachent les cheveux pour les enfants sans handicap. Cela paraît plus simple de mettre les autres de côté. Encore une énième bataille à mener pour que mon fils soit considéré. Pourtant il est tout calme ». Même expérience pour Melody Brau, à Oudon (Loire-Atlantique). La directrice où son fils est en classe de CP ne veut pas qu'il retourne à l'école. « Elle préfère "chouchouter", selon ses mots, les autres élèves d'abord, et faire rentrer le problème, mon fils, après. Quand ? Aucune idée. Elle dit que les adultes sont déjà assez stressés comme ça », raconte-t-elle dépitée.

Maxime, lui, voudrait retourner à l'école « pour travailler et revoir les copains, mais il n'en sera pas capable, selon l'école. Pourtant, il peut sans problème respecter les règles si on l'aide un peu. Depuis deux mois, il se lave les mains, garde ses

distances, mais l'Éducation nationale sait tout mieux que nous », déplore son père. De nombreuses écoles acceptent tout de même de jouer le jeu mais il faut souvent insister. La fille d'Éléonore, 5 ans, a repris ce vendredi : « J'ai été fortement incitée à ne pas la ramener. J'ai insisté et donc ils l'accueillent. Elle réclamait l'école sans arrêt... ». Le directeur de l'école privée du fils de Brigitte, 9 ans, à Plougastel-Daoulas, n'a en revanche pas hésité à le reprendre quatre jours par semaine. Atteint d'une maladie génétique très rare, il a un retard intellectuel. « Je vais pouvoir travailler plus facilement et m'occuper de mes deux autres enfants qui n'iront que deux jours à l'école, dit sa mère avec soulagement. Avant, c'était très compliqué et stressant. D'autant que mon mari, militaire, est très pris par son travail ».

« Des écoles ont parfois tendance, sans le dire, à privilégier les enfants sages car c'est plus rassurant. Mais nous ne pouvons pas continuer ainsi éternellement. Si nous ne les accueillons pas rapidement, le comportement des élèves turbulents, handicapés ou non, va s'aggraver », craint Laurence, professeur des écoles dans le nord de Paris. ■